le stéphanais

249 14 JUIN - 5 JUILLET 2018 JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Plan banlieue p. 8
Après la présentation du plan banlieue, Joachim Moyse écrit à l'Élysée et pointe l'urgence d'agir en faveur de la copropriété Robespierre.

Auto 3.0 p. 12 à 15
Actuellement en phase de tests sur le campus du Madrillet, des voitures dites autonomes seront mises à disposition du public à la rentrée.

Lycéens dans la galère p. 18 et 19
Plus d'un tiers des lycéens sur les 810 000 inscrits à Parcoursup sont encore en attente d'une affectation.

« On a gagné ! »

Après deux mois et demi de conflit et 18 jours de grève de la faim, les soignants de l'hôpital régional du Rouvray ont obtenu la création de 30 postes d'infirmiers et d'aides-soignants. Cette victoire met en lumière les tensions qui traversent le système de santé français… p. 5 à 7

En images

PHOTO : J. L.

CONSERVATOIRE

Le sacre de la musique et de la danse

Vendredi 22 juin, le conservatoire présentera ses spectacles de fin d'année au Rive Gauche. Accompagnés par les classes de piano, de clarinette et de musique de chambre, les élèves des classes de danse et les élèves des classes à horaires aménagés danse du collège Louise-Michel se retrouveront sur scène pour célébrer la nature suivant des tonalités romantiques. Un temps pour récolter ce qui a été semé tout au long de l'année.

INFOS 19 heures. Le Rive Gauche. Entrée gratuite. Réservations et renseignements au 02 35 02 76 89.

BOOTCAMP STÉPHANAIS

Va y avoir du sport !

Mardi 26 juin, le service des sports de la Ville organise la troisième édition du Bootcamp stéphanais. Ce rendez-vous convivial s'adresse à tous les sportifs aguerris ou amateurs prêts à évaluer leur endurance, leur force et leur dynamisme. Au programme, cinq ateliers de vingt minutes qui se dérouleront en extérieur en profitant de tous les reliefs et de tous les équipements du parc omnisports Youri-Gagarine. Les inscriptions sont ouvertes exclusivement aux adhérents inscrits aux activités de remise en forme avec la possibilité pour chaque participant d'inviter un ami ou un membre de sa famille à le rejoindre.

INFOS Mardi 26 juin de 18 à 20 heures, parc omnisports Youri-Gagarine. Démarrage des activités à 18 h 20. Bulletins d'inscriptions disponibles à l'accueil de la piscine Marcel-Porzou.

PHOTO : J. L.

FULL-CONTACT

Retour en force

En septembre 2017, après huit années d'arrêt, Moustapha Imeloui a renoué avec le club de full-contact de Saint-Étienne-du-Rouvray. Après avoir foulé les podiums régionaux et nationaux chez les benjamins, les minimes, les cadets et les juniors, l'athlète stéphanais était décidé à revenir en force chez les seniors. Il achève sa saison avec un titre de champion de France chez les moins de 84 kg en points-fighting et un titre de vice-champion de France en light-contact. Rassuré sur sa condition physique, Moustapha Imeloui est déjà prêt à en découdre pour la saison 2018-2019.

PHOTO : J. L.

ORDRE DU MÉRITE

Reconnaissance de la nation

« *C'est un honneur pour moi, bien sûr, mais surtout pour la Fnaca* », s'est félicité samedi 9 juin Claude Maréchal, président départemental de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (Fnaca) en recevant la médaille de l'Ordre national du mérite, dans le grade de chevalier. Le récipiendaire préside le comité local stéphanais de l'association d'anciens combattants depuis quarante ans et il est membre du comité national. Il a reçu la décoration des mains du colonel honoraire Guy Pla.

PHOTO : E. B.

UNICITÉ

Suivez le guide

Après réception de l'édition 2018-2019 du guide Unicité dans leurs boîtes aux lettres, il y a quelques jours, les Stéphanais·e·s sont dorénavant en mesure de faire leurs choix parmi le programme des activités périscolaires, de loisirs et pour la restauration municipale. Les inscriptions débuteront mardi 19 juin au sein des guichets Unicité et se poursuivront ensuite tout au long de l'été.

Un dépôt express sera mis en place pour éviter de faire la queue. Après vérification des pièces constituant le dossier d'inscription, ce dernier sera traité au plus vite.

À noter que l'accueil des enfants à la restauration scolaire et aux Animalins est garanti pour toute inscription jusqu'au 7 juillet inclus.

À MON AVIS

L'accès aux soins, un droit essentiel

L'accès aux soins, quel que soit l'endroit où l'on réside, est un droit essentiel.

Le domaine de la santé souffre trop des logiques de rentabilités et nous pouvons constater que cela conduit à déstabiliser bon nombre d'établissements hospitaliers.

Je considère que la santé n'est pas une marchandise et qu'un accès de qualité aux soins doit redevenir une priorité nationale. De ce fait, je soutiens toutes les initiatives réclamant de meilleurs moyens pour traiter les patients, notamment au niveau de la santé mentale, comme ce fut le cas lors de la lutte menée par les soignants du Centre hospitalier du Rouvray [lire p. 5 à 7].

Du côté de la municipalité, et depuis de nombreuses années déjà, ce sujet requiert toute notre attention, notamment au travers du contrat local de santé.

Joachim Moyse
Maire, conseiller régional

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication :** Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication.
Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.
Conception graphique : L'ATELIER de communication.
Mise en page : Aurélie Mailly.
Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Laurent Derouet. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Illustration :** Agnès Maupré
Photographes : Éric Bénard (E. B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P. S.), Jérôme Lallier (J. L.), Loïc Seron (L. S.), Anne-Charlotte Compan (A.-C. C.) **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires.
Imprimerie : IROPA 02 32 81 30 60.

PALESTINE

« Les soldats israéliens ont tiré pour tuer »

Plus de 60 Palestiniens tués, plus de deux mille blessés par des tirs israéliens le 14 mai dernier dans la Bande de Gaza. Deux Palestiniennes stéphanaises réagissent à ce massacre.

PHOTO : MICHAËL BUNEL/HANS LUKAS

« *Il y a eu une première phase pendant laquelle les soldats israéliens visaient les jambes, puis ça a été les deux jambes traversées par une seule balle, après les gens ont été blessés à la poitrine et puis à la tête. Ça s'est passé en trois quarts d'heure* », explique le photojournaliste Michaël Bunel, auteur de cette photo prise le 14 mai à Gaza.

« *J'ai le sentiment que les Palestiniens sont des gens qui ne comptent pas, qu'ils peuvent tomber comme des mouches. Je me sens impuissante, à moins de parler, d'être la porte-parole, la voix de leur souffrance.* » Ainsi s'exprime Reem Gonçalves, une Franco-Palestienne vivant à Saint-Étienne-du-Rouvray depuis une quinzaine d'années. Reem est en permanence connectée à sa famille dont trois de ses quatre frères, ses deux sœurs, ses tantes et cousins vivent dans la Bande de Gaza. Ils n'ont pas été touchés par les tirs des soldats israéliens.

Lundi 14 mai, plus de soixante victimes ont succombé parce qu'elles manifestaient contre la décision de Donald Trump de transférer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. « *Il y avait plusieurs milliers de manifestants*, raconte Michaël Bunel, un jeune photojournaliste présent à Gaza pendant les événements (il est l'auteur de la photo que nous publions). *Les soldats israéliens ont tiré pour tuer.* » Michaël Bunel raconte encore avoir vu « *un flot incessant de gens arriver à l'hôpital, des gens soignés dans la cour à même le sol. J'ai vu des morts avec des blessures à la tête* ».

Prison à ciel ouvert

Deux jours après le massacre, un haut responsable du Hamas, le groupe islamiste qui dirige la Bande de Gaza, déclarait que la plupart des tués du 14 mai appartenaient à son organisation. L'armée et le gouvernement israéliens se sont emparés de ces propos pour légitimer leurs tirs mortels, le Hamas étant considéré par eux, et par plusieurs pays, comme une organisation terroriste. Michaël Bunel affirme quant à lui que les gens manifestaient pacifiquement et n'étaient pas armés. « *Ma famille me raconte que les gens vont à la mort parce qu'ils en ont marre,* explique Reem Gonçalves. *Ils se disent que s'ils meurent il y aura quelqu'un pour s'occuper de leur famille. Gaza est une prison à ciel ouvert d'où l'on ne peut pas sortir même pour se faire soigner.* »

« *Ce n'est pas une vie à Gaza,* souligne quant à elle Sana Shehady, Palestienne et amie de Reem. *C'est une grande prison où il n'y a pas de travail, l'eau est polluée, ce n'est pas une vie humaine. Les gens se disent qu'ils n'ont rien à perdre.* » Sana Shehady est ce qu'on appelle une Arabe de 1948, une Palestinienne en possession de la nationalité israélienne. « *On n'a pas choisi d'avoir cette nationalité, on est des citoyens de papier. Mais on reste des Palestiniens. On souffre tous différemment. L'État essaie d'effacer notre identité, il essaie de nous faire fuir mais il n'a pas réussi.* » Pour elle, comme pour Reem, « *la seule solution viendra du peuple, sans le Hamas et sans le Fatah, et pacifiquement, avec la création d'un seul État pour les deux peuples* ». Depuis le 30 mars, début de la « marche du retour », 131 Palestiniens ont été tués, 3800 blessés.

Après dix-huit jours de leur mouvement, vendredi 8 juin, les grévistes de la faim du CHR et leur intersyndicale ont obtenu la création de 30 postes de soignants. De gauche à droite : Bruno Fresnard (CGT), Manos Kappatos (CFTC), Jean-Yves Herment (CFDT), Marc-Aurélien Ducourtil (CFTC), Anne Aubrun (SUD) et Marc-Alexandre Ducourtil (CFTC) 6 des 8 grévistes de la faim avec Thomas Petit (SUD) et René Navarette (CGT).

PHOTO : J. L.

CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY

« On ne veut plus être complices de cette situation »

Le long et âpre conflit qui vient de trouver une issue au centre hospitalier du Rouvray (CHR) témoigne du profond malaise qui règne dans notre système de santé mentale.

Les coulisses de l'info

Devant les enjeux soulevés par les conditions de travail des personnels du centre hospitalier du Rouvray (CHR), la rédaction ne pouvait que suivre au quotidien la grève de la faim qui a impliqué huit de ses soignants (lire nos articles sur saintetiennedurouvray.fr).
Ces trois pages n'en sont qu'un modeste reflet…

Durant les deux mois et demi de grève qu'aura duré le conflit au CHR (*Le Stéphanais* n° 246), et davantage encore sur ses dernières semaines marquées par la grève de la faim de huit de ses soignants*, les langues des personnels hospitaliers se sont déliées. Cadres de santé, jeunes psychiatres, psychologues, infirmiers, aides-soignants, ambulanciers ont livré des témoignages difficiles à entendre sur ce que sont devenues au fil de ces dix dernières années leurs conditions de travail.
Des conditions telles, que Jean-Yves Herment (CFDT), l'un des porte-parole de l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-SUD, et gréviste de la faim pendant quatorze jours, a pu les décrire à plusieurs reprises en ces termes : « *Je fais de la maltraitance, je ne suis plus un infirmier.* »
Par cette formule choc, l'infirmier dénonce une situation dans laquelle ses collègues et lui n'ont plus la possibilité de faire correctement leur travail, quand bien même leur cœur et leur conscience professionnelle les y pousseraient en dépit de tout, faisant souvent passer la santé de leurs patients avant la leur…

Soignants et patients en danger

Et cela jusqu'à mettre leur propre vie de soignants, de fils, de pères et de mère de famille en danger, en se lançant dans une grève de la faim qui, pour l'un d'eux, →

→ Thomas Petit (SUD), aura duré dix-huit jours. « *Nos collègues ont choisi de faire la grève de la faim,* indiquait une collègue infirmière non syndiquée. *C'est un moyen de lutte très violent dans un hôpital où l'on est censé soigner les gens, mais la situation est devenue si préoccupante qu'on est obligés d'agir. On ne veut plus être complices de cette situation.* »
« *Nos collègues sont en danger tous les jours,* avaient-ils ainsi expliqué au quatrième jour de leur grève de la faim, vendredi 25 mai, *les patients le sont aussi.* » Ce danger aurait atteint son terrifiant paroxysme à l'automne dernier lorsqu'un jeune, nous ont assuré plusieurs soignants et familles de patients, aurait été victime d'une agression sexuelle parce qu'hospitalisé dans une chambre de quatre dans une unité pour adultes, faute de place dans le pavillon pour mineurs. « *Il y a actuellement quarante ados hospitalisés dans des unités pour adultes* », ont en outre assuré des personnels du comité de soutien aux grévistes de la faim, le 25 mai.
D'autres témoignages tout aussi accablants évoquent des cas de mineurs plus jeunes encore hospitalisés parmi les adultes. Un enfant de 9 ans aurait passé la nuit en chambre d'isolement, « *avec un seau pour faire ses besoins* », les soignants ayant été contraints de faire ce choix pour sa sécurité, plutôt que de le placer avec des adultes dans une chambre triple.

Cinquante-deux postes

« *Cet hôpital fonctionne à la bonne volonté des gens qui y travaillent,* confiait un infirmier. *On n'a aucun moyen de bosser correctement, de bien s'occuper des gens. Dans ce contexte maltraitant, si on ne déroge pas au cadre réglementaire, les patients restent parqués et mis sous couverture chimique.* »
« *Quand on enferme quelqu'un,* ajoutait Marc-Alexandre Ducourtil (CFTC), gréviste de la faim pendant treize jours, *ça devient insupportable, c'est l'escalade aux traitements, un cercle infernal qu'on n'arrive plus à casser, et on n'a jamais le temps de se poser pour réfléchir comment arrêter cette escalade.* »
Ces propos n'illustrent que très partiellement les raisons qui ont poussé les grévistes de la faim à mettre leur santé en jeu, ces derniers et leur intersyndicale exigeant de l'Agence régionale de santé (ARS), leur autorité de tutelle, la création de 52 postes d'infirmiers et d'aides-soignants supplémentaires. « *Ce chiffre, nous ne l'avons pas sorti de notre chapeau*, plaidait Jean-Yves Herment. *Cela correspond à 1,6 poste équivalent temps plein par service. Cela nous permettrait d'arriver à un fonctionnement à la limite de l'acceptable.* »
Ces embauches de soignants leur permettraient, affirme l'intersyndicale, de faire à nouveau leur métier de soignants et non plus d'être, bien malgré eux, « maltraitants ». ■

PHOTO : J. L.

Thomas Petit (SUD) et René Navarette (CGT), le 8 juin, jour de la fin du conflit.

*** Les huit grévistes de la faim sont : Thomas Petit, infirmier (SUD), 18 jours sans s'alimenter ; Bruno Fresnard, ambulancier (CGT), 16 jours sans s'alimenter ; Anne Aubrun, infirmière (SUD), 15 jours sans s'alimenter ; Marc-Aurélien Ducourtil, aide-soignant (CFTC), 14 jours sans s'alimenter ; Jean-Yves Herment, infirmier (CFDT), 14 jours sans s'alimenter ; Marc-Alexandre Ducourtil, infirmier (CFTC), 13 jours sans s'alimenter ; Manos Kappatos, infirmier (CFTC), 12 jours sans s'alimenter ; René Navarette, infirmier (CGT), 5 jours sans s'alimenter.**

SANTÉ MENTALE

Un débat nécessaire

Le refus de négocier que leurs autorités ont longtemps opposé aux grévistes a eu le mérite de jeter la lumière sur les questions de santé mentale que la société peine à vouloir entendre.

À ENTENDRE LES PERSONNELS GRÉVISTES DU CHR, NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ MENTALE SERAIT LE SEIN QU'ON NE SAURAIT VOIR quand bien même nous serions un sur trois à devoir, un jour dans notre vie, à en être le patient, selon le rapport Cecchi-Tenerini présenté à la ministre de la Santé en 2009, lequel affirmait : « Toutes les estimations indiquent que ce bilan devrait s'alourdir dans les prochaines années, avec une augmentation de 50 % de la contribution des maladies mentales à la charge de morbidité due à l'ensemble des maladies d'ici 2020 si des mesures ne sont pas prises rapidement. »
Ce constat d'une « file active » [nombre de patients admis, NDLR] condamnée à augmenter en l'absence de mesures adaptées, les soignants du CHR le criaient depuis plus de six ans à leur direction. En vain, jusqu'à cette grève de la faim.
Pourquoi la société est-elle devenue, de fait, « maltraitante » pour ses citoyens les plus fragiles ? « *La France est l'un des pays avec les plus hauts prélèvements obligatoires mais il est où le pognon ?* pointait Jean-Yves Herment (CFDT). *Ce sont des choix de société, on préfère supprimer l'ISF que de financer la santé.* »

« Choix de société »

Et c'est ce « choix de société » qui aura en effet été au cœur des discussions pendant ces semaines de conflit. Ce débat, la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray s'en est saisie dès le début de la grève. Elle a déployé une banderole au fronton de son hôtel de ville frappée des mots : « Solidarité avec les soignants du centre hospitalier du Rouvray ». Le maire,

Joachim Moyse, est allé, à plusieurs reprises, apporter son soutien aux grévistes : « *Plus que jamais, les salariés en lutte doivent être entendus !*, a-t-il déclaré le 4 juin. *J'en appelle à la responsabilité des autorités pour réunir les conditions permettant un dialogue pour sortir de cette crise. C'est urgent, très urgent.* » Le lendemain, le député Hubert Wulfranc interpellait la ministre de la Santé Agnès Buzyn à l'Assemblée nationale : « *Quelle que soit l'appréciation portée sur cette forme d'action* [la grève de la faim, ndlr], a-t-il dit, *cela dénote une situation ayant atteint une périlleuse extrémité et illustre l'état du secteur psychiatrique, parent pauvre du système sanitaire français, lui-même en crise aiguë.* [...] *Quelle décision allez-vous prendre en matière de dotation annuelle de financement, dont l'enveloppe a diminué en valeur absolue, conduisant les établissements de santé mentale à rendre un service profondément dégradé, insoutenable pour les soignants et maltraitant pour les patients ?* » En guise de réponse, la ministre évoquait l'insuffisance de postes de psychiatres.

PHOTO : J. L.

▲ **Le 29 mai, les grévistes de la faim ont reçu la visite de soutien de Benoît Hamon, l'ex-candidat PS à la présidence de la République. Étaient également présents auprès des grévistes lors de cette journée le député Hubert Wulfranc et le maire Joachim Moyse.**

Santé mentale : une préoccupation municipale ancienne

« *Une réponse* [de la ministre] *en décalage complet avec le vécu des agents et des patients* », estimait alors le député stéphanais pour qui cette question de la santé mentale est une préoccupation ancienne. C'est notamment l'un des points qu'il avait évoqué avec François Hollande à l'Élysée un mois après l'attentat du 26 juillet 2016 (*Le Stéphanais* n°221).
Mais dans ce dialogue où les uns, sur le terrain, parlent d'« infirmiers et d'aides-soignants » en nombre insuffisant et les autres, dans les hautes sphères du pouvoir et de l'administration, entendent « manque de médecins » [les psychiatres sont des médecins, ndlr], difficile de ne pas y voir un rapport de classes. Les femmes et hommes politiques de gauche ne s'y sont pas trompés. Et ils sont nombreux à être venus apporter, avec Joachim Moyse et Hubert Wulfranc, leur soutien sous une forme ou une autre aux grévistes : les parlementaires communistes Pierre Laurent, Céline Brulin, Alain Bruneel, ainsi que les deux anciens candidats à la présidence de la République Benoît Hamon (Génération.s) et Philippe Poutou (NPA) ou encore les maires d'Oissel et de Tourville-la-Rivière. ■

DIFFÉRENTS DISPOSITIFS

La Ville s'engage pour la santé mentale

La Ville travaille à renforcer le droit commun des Stéphanais en termes de santé mentale. À travers son Contrat local de santé (CLS) et son Programme de réussite éducative (PRE), elle a mis différents dispositifs en place pour désengorger les lieux d'accueil comme le centre médico-psychologique (CMP) de la rue Ernest-Renan ou encore le CHR. « *La Ville finance, via son CLS, des permanences psychosociales et des personnels de la Ville ont été formés pour accueillir les personnes en difficultés psychosociales. Nous avons en outre des partenariats avec des associations comme la Boussole pour les questions liées aux addictions* », explique Marie-Pierre Rodriguez, responsable du service du développement social. « *Via le PRE,* souligne son collègue Martin Dermien, en charge de la prévention, *nous avons un partenariat avec le CMP Renan afin de mieux accompagner les enfants et leurs parents sur les temps périscolaires et les centres de loisirs. Mais il faut savoir qu'il y a actuellement 110 enfants sur liste d'attente au CMP ! Le PRE nous permet de financer des consultations chez une psychologue en libéral, et ainsi de réorienter les jeunes sur les structures qui répondront à leurs problématiques tout en désengorgeant le CMP.* »

SORTIE DE CRISE

J18, signature d'un accord

Vendredi 8 juin à 15 h 20, l'intersyndicale et l'ARS ont signé un protocole de sortie de crise. « *L'accord sera finalisé la semaine prochaine avec la direction*, a dit Jean-Yves Herment, porte-parole de l'intersyndicale. *Je vous confirme que le conflit se termine à l'heure où je vous parle.* » Une source présente lors des négociations affirme que trente postes seront créés, sur les 52 que réclamait l'intersyndicale. Christine Gardel, la directrice générale de l'ARS, a qualifié d'« *intenses* » ces deux jours de négociation. « *Cet accord [...] nous permettra de garantir aux adultes comme aux enfants une prise en charge de qualité.* » À ceux qui lui demandaient pourquoi il aura fallu attendre dix-huit jours de grève de la faim et deux mois et demi de conflit, Christine Gardel a répondu : « *Il fallait qu'on comprenne et que chacun se positionne. Maintenant on va analyser le déroulé de la crise et voir les étapes.* » Les cheminots et les portuaires CGT de Rouen ont eux aussi pesé dans la résolution de ce conflit. Le secrétaire CGT des portuaires, Fabrice Lottin, a plusieurs fois été en contact direct avec Christine Gardel et la préfète durant les négociations. Le risque de voir les dockers de Rouen et du Havre entrer dans le conflit a peut-être pesé dans la balance...

ÇA TOURNE

Balade numérique au Madrillet

La Ville s'engage dans un projet de webdocumentaire consacré à la vie des habitants du plateau du Madrillet. Derrière la caméra, la réalisatrice Cécile Patingre aborde le sujet avec enthousiasme et humilité. « *Je ne suis pas stéphanaise, donc je saute dans l'inconnu. Mais ce qui pourrait être un handicap se révèle pour moi un énorme avantage. Ça me permet de poser un regard neuf et libre de tout présupposé sur ce quartier pour le décrypter peu à peu.* » L'objectif est d'inviter les futurs spectateurs à voyager dans le temps et dans l'espace, au cœur d'un territoire qui concentre sur quatre kilomètres des univers très variés. La balade numérique s'étirera entre le Technopôle, ses écoles d'ingénieurs et ses laboratoires high-tech jusqu'au champ de courses des Bruyères destiné à devenir un « parc naturel urbain », en passant par le Château blanc avec ses établissements scolaires, ses équipements sportifs, ses commerces… qui profitera prochainement d'une nouvelle opération de renouvellement urbain. Parce que le webdocumentaire est en mesure d'associer des textes, des photos, des vidéos, des bandes sonores et des animations via une navigation dynamique et interactive, ce projet se nourrira de multiples initiatives. « *Je reste avant tout une médiatrice*, insiste Cécile Patingre. *Je souhaite que les habitants soient les moteurs du projet dans le cadre d'une réalisation participative.* » Les premiers plans de ce webdocumentaire destiné à être diffusé à l'horizon 2020 seront tournés dans le courant du mois de juin.

PHOTO : CÉCILE PATINGRE

Au bord de l'état de carence, la copropriété Robespierre mérite, selon le maire Joachim Moyse, d'être inscrite dans la liste des opérations d'intérêt national qui sera présentée en juillet par le président Macron.

PHOTO : A.-C. C.

RÉNOVATION URBAINE

Le président de la République interpellé

Le maire Joachim Moyse a adressé un courrier à Emmanuel Macron le 28 mai dernier pour l'alerter sur la situation de la copropriété Robespierre.

LORS DE SON DISCOURS PRONONCÉ À L'ÉLYSÉE MARDI 22 MAI, EMMANUEL MACRON A DÉVELOPPÉ SA STRATÉGIE « *POUR QUE CHACUN RETROUVE SA DIGNITÉ* » DANS LES QUARTIERS POPULAIRES. Sécurité, lutte contre la discrimination, accès à la santé et à l'éducation, tous les thèmes ont été abordés sans oublier la question du logement. Sur ce point, le président de la République a pointé les difficultés rencontrées au sein des copropriétés dégradées en souhaitant « *qu'on puisse définir d'ici juillet une dizaine d'opérations d'intérêt national qui permettent d'accélérer le travail de requalification* ».

« La moitié du chemin »

Sans attendre, le maire Joachim Moyse a adressé un courrier à Emmanuel Macron dès le 28 mai où il rappelle l'implication de la Ville en faveur de « la transformation en profondeur de ses quartiers ».
849 logements ont été détruits au Château blanc tandis que simultanément 552 logements locatifs sociaux étaient reconstruits. Néanmoins, Joachim Moyse estime que la Ville n'a « parcouru que la moitié du chemin ». Toute son attention se porte à présent sur un nouveau projet de rénovation urbaine, toujours au sein du quartier prioritaire du Château blanc, et qui « ambitionne la constitution d'un quartier d'habitat pleinement intégré à son environnement en termes urbain, fonctionnel, économique, social et culturel ». Au cœur de ce projet, la copropriété Robespierre, « prise dans la spirale de l'endettement », fait déjà l'objet d'un accompagnement spécifique de la part de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Pourtant, le maire ne cache pas sa crainte qu'une telle situation dégradée impacte « l'ensemble des copropriétés du quartier du Château blanc ». Fort de ces éléments, Joachim Moyse a fait valoir auprès du président de la République que le cas de la copropriété Robespierre pourrait trouver sa place parmi les opérations d'intérêt national bénéficiant d'un accompagnement spécifique. Le gouvernement devrait se prononcer cet été.

NUTRITION

La meilleure façon de manger

Près de 350 élèves de CM2, tous issus des écoles élémentaires stéphanaises, se sont retrouvés à la salle festive le 29 mai dernier pour découvrir des saveurs nouvelles et rencontrer des producteurs locaux.

AU MENU OU À LA CARTE, LES ÉLÈVES DE CM2 DES ÉCOLES STÉPHANAISES AVAIENT LE CHOIX D'ABORDER DE NOMBREUSES THÉMATIQUES DURANT UNE JOURNÉE D'ÉDUCATION DÉDIÉE À LA NUTRITION ET QUI VENAIT CLORE UN CYCLE ENTAMÉ EN CP. Qu'il s'agisse de gaspillage alimentaire ou d'équilibre nutritionnel mais aussi de découverte des produits qui se retrouvent dans les assiettes de la cantine, l'objectif était d'apprendre à bien manger en identifiant nos besoins quotidiens et les ressources alimentaires à privilégier.

Du producteur à l'assiette

Dans chacun des ateliers, les travaux pratiques primaient sur la théorie. Les membres de l'association des jardins ouvriers de La Glèbe avaient choisi d'apporter un large éventail de plantes aromatiques. Laurier, estragon, aneth, les jeunes Stéphanais·e·s étaient invités à sentir et à goûter. Autre ambiance avec la ferme de la Mare Cavelière qui fournit en yaourts les cantines scolaires. À force d'énergie et de patience, les élèves ont pu fabriquer du beurre à partir d'une bouteille en plastique et d'un peu de crème liquide entière. « *C'était pas facile mais c'est bon* », a conclu Baptiste, 10 ans, qui n'imaginait pas que le beurre puisse aider à avoir des biceps en béton. Non loin, Raphaël a été conquis par les recettes de pain « *avec des graines, des raisins de Corinthe et des noix* ». En fin de parcours, deux ateliers consacrés à la gymnastique et au football permettaient à chacun de se mettre en appétit avant le prochain repas.

« *À travers ce programme nutrition et santé, notre objectif est de former des consommateurs citoyens* », insiste Christian Debruyne, responsable de la restauration municipale. Afin d'éveiller l'esprit critique des jeunes Stéphanais·e·s, la connaissance des goûts paraît un atout. « *Distinguer le sucré, le salé, l'amer et l'acide, c'est se donner une chance de goûter des plats plus variés. Quand on va vers une standardisation du goût, il est important de s'imprégner de la différence.* »

Les enfants sont remontés aux origines des yaourts qu'ils dégustent à la cantine et qui sont fabriqués dans le pays de Caux.

© DESSIN : MARTIN ÉTIENNE

ENVIRONNEMENT

Journée test avant le grand nettoiement

Samedi 9 juin, des bénévoles ont ramassé les déchets présents sur le chemin de halage en bord de Seine, à Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette opération constituait un test en vue de la grande journée mondiale « World Clean up day » programmée le 15 septembre. « *L'idée est de rendre conscients les gens sur ce qui se passe autour des déchets* », explique Quentin de Pas, organisateur de l'événement pour l'agglomération rouennaise. L'objectif de cette grande journée mondiale est de « nettoyer la planète en un jour » du vœu même de ses organisateurs qui font « le pari d'une mobilisation massive pour renverser la table » de nos mauvaises habitudes.

WORLD CLEAN UP DAY Samedi 15 septembre de 14 à 17 heures, chemin de halage, entre Rouen et Saint-Étienne-du-Rouvray.

HAUSSE DE LA CSG

Les retraités en font les frais

Six mois après la hausse généralisée de la CSG, les retraités constatent au quotidien ses conséquences sur leur pouvoir d'achat. Et doivent faire des choix.

CSG… Ces trois lettres n'ont pas fini de faire parler d'elles. Cette contribution sociale généralisée créée en 1991 pour aider au financement du système de protection sociale, a été au cœur du débat concernant le projet de loi de finances 2018. En choisissant de l'augmenter de 1,7 % dès le 1er janvier 2018, le gouvernement s'est attiré les foudres d'une grande partie des retraités. Car si les salariés ont connu une hausse similaire de leur CSG, elle a été en partie compensée par une baisse de leurs cotisations. Ce qui n'est pas le cas des retraités puisqu'ils perçoivent une pension sur laquelle le taux de CSG est passé de 6,6 % à 8,3 %. Tous ne sont pas logés à la même enseigne. Certaines retraites sont exonérées ou se voient appliquer un taux réduit (3,8 %). Pas facile de s'y retrouver dans les chiffres. Pour schématiser, le gouvernement a annoncé que seules les retraites supérieures à 1 200 € net par mois sont concernées, mais il faut également tenir compte d'éventuelles retraites complémentaires dans ce calcul, des revenus globaux du couple…

Ce petit plus… qui fait toute la différence

Six mois après cette mesure impopulaire, qu'en est-il sur le terrain ? Assis à l'arrêt du 42, devant la mairie de Saint-Étienne-du-Rouvray, André, 73 ans, avoue son incompréhension: « *Il y a pire que moi, mais j'ai quand même perdu environ 50 € par mois, ce qui m'a fait passer sous la barre des 1700 €. Je n'ai pourtant pas l'impression d'être un privilégié.* » Ancien de la SNCF, il vit seul dans son petit pavillon dont il est propriétaire. « *C'est ce qui me sauve. Si j'avais un loyer, je l'aurais sans doute senti plus passer. Mais à la fin de l'année, c'est 600 € en moins. Quand je vois que d'autres auront des millions à compter en plus, je ne comprends pas. Avec Sarkozy, c'était travailler plus pour gagner plus. Avec Macron, c'est ne faites rien, vous gagnerez moins !* »

À l'heure du cours de couture de l'Association du centre social de La Houssière, la question de la CSG plombe un peu l'ambiance. Autour de la table, plus d'une quinzaine de retraitées dont le pouvoir d'achat a été impacté par cette mesure. Même les plus modestes. « *Moi, j'ai une retraite de 311 €. Mais comme il y a aussi celle de mon mari, on m'a enlevé 7 €. Ce n'est pas grand-chose, mais c'est le principe qui me choque* », glisse l'une d'elle. Toutes assurent faire encore davantage attention à leur budget, « *car en plus la mutuelle augmente, le prix de l'essence aussi…* » Dans la salle d'à côté, l'heure est aux arts manuels et au calcul mental. « *Trente euros, c'est ce que j'ai perdu chaque mois. À la fin, il va falloir faire des choix, faire un peu moins plaisir à nos petits-enfants, se priver sur une sortie…* » Ce petit plus, ce trois fois rien parfois mais qui fait toute la différence…

Certains adhérents retraités de l'ACSH ont perdu 30 € par mois du fait d'augmentation de la CSG, soit le prix d'un trimestre de cours.

Élu·e·s communistes et républicains

En seulement quatre jours, le gouvernement Philippe a réussi, avec la loi ELAN de réforme de l'immobilier, un double exploit que la droite espérait depuis 20 ans : fin de la loi SRU qui depuis 18 ans a permis la construction de plus de 500 000 HLM dans les communes qui en étaient déficitaires ; fin également de l'obligation faite aux constructeurs de rendre 100 % des logements neufs accessibles aux personnes en situation de handicap.
Dans cette grande braderie, les bailleurs sociaux sont perdants. Les HLM pourront désormais aisément être cédés à des fonds privés pour en faire des copropriétés.
À Saint-Étienne-du-Rouvray, nous connaissons la réalité qui se cache derrière cette soi-disant intention du « tous propriétaires » signée du sceau des lobbys de l'immobilier et des marchands de sommeil professionnalisés.
Alors que cette loi n'annonce que dérégulation, privatisation et recul de la puissance publique, nous répétons avec force, de la même voix que nos parlementaires, que le problème ne vient pas du logement social, mais du manque d'ambition dans ce domaine.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu·e·s Droits de cité mouvement Ensemble

Voilà 18 jours que des personnels soignants du CHS du Rouvray sont en grève de la faim ! Quelle détermination ! Nous souhaitons vivement une victoire de cette lutte car les revendications sont plus que légitimes. Les personnels n'en peuvent plus dans tous les services. Les malades ont besoin de soins. Le personnel indiquait un manque de 187 postes, les grévistes demandent 52 postes dans un premier temps. Les négociations sont en cours avec la préfète, l'Agence régionale de santé et la ministre Buzyn.
Les progrès médicaux au XXIe siècle ont fait avancer la médecine mais c'est le personnel qui manque. Il faut donc des postes. Et cela ferait des emplois pour les jeunes. De l'argent, il y en a ! Macron, le président des riches, ponctionne de moins en moins de fric aux riches alors qu'il supprime les aides aux démunis. Quelle honte !
L'intersyndicale des personnels de l'hôpital mène une mobilisation collective, unitaire et forte. Les cheminots les ont rejoints dans la lutte ainsi que la population de l'agglomération, des syndicats, des associations et de nombreux élus de gauche, communistes, insoumis, d'Ensemble, de Génération.s…
On ne lâche rien ! Nous sommes le nombre et la force. Buzyn et Macron doivent céder !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

Après deux mois de mouvement social au centre hospitalier du Rouvray, 14 jours de grève de la faim de 7 agents hospitaliers, des négociations ont enfin débuté le 5 juin. Ces agents du service public ne réclament pas de hausse de salaire, mais seulement de meilleures conditions de travail pour de meilleures conditions de soin pour les patients. Ils demandent des créations de postes comme en avaient conclu les deux audits réalisés.
Nous les soutenons comme l'ensemble des services publics hospitaliers. Ils sont des atouts indispensables pour garantir un bon niveau de traitement des pathologies, quels que soient votre lieu d'habitation, votre situation familiale, votre niveau de revenu. Le glissement des missions « rentables » vers les cliniques privées, c'est demain la mort et la privatisation du meilleur système public de soin au monde. L'engorgement des urgences et des hôpitaux est lié à un manque de moyens et à une désertification médicale.
Nous saluons le courage des agents hospitaliers qui démontre, dans des conditions difficiles, leur volonté exemplaire de poursuivre leur travail de grande qualité. N'attendons pas des drames pour entendre ceux qui servent l'intérêt général.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu·e·s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Au CHR du Rouvray, les personnels sont en grève depuis le 22 mars pour dénoncer le manque de moyens et les conditions d'accueil des patients : lits dans les couloirs, bureaux, et ce que cela peut générer (promiscuité, agressivité). Malgré maintes actions « coup de poing » et diverses rencontres avec la direction par le biais des instances représentatives du personnel, les autorités de tutelle, dont l'Agence régionale de santé, sont restées sourdes.
Devant tant de mépris, 8 salariés ont décidé le 22 mai de se mettre en grève de la faim pour obtenir la création d'au moins 52 postes, l'ouverture d'un service pour adolescents. La lutte des salariés du CH du Rouvray met à nu le mépris de nos dirigeants que nous subissons tous. Les salariés veulent juste « des moyens pour soigner, pas pour enfermer ». Soutenons-les, rejoignons-les. Ils sont « 8 », nous sommes des millions ! Dans la santé comme dans l'ensemble des services publics, les politiques gouvernementales d'austérité s'accumulent depuis des années, entraînant de véritables catastrophes sociales. C'est par la convergence de nos luttes (hospitaliers, cheminots, étudiants…) que nous mettrons un coup d'arrêt à ces attaques répétées.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

Véhicules hyper-sensibles

À l'issue d'une phase d'expérimentation qui débutera en septembre à Saint-Étienne-du-Rouvray, les véhicules électriques autonomes sont destinés à compléter l'offre de transports en commun sur le plateau du Madrillet. Une solution de plus pour effectuer le fameux « dernier kilomètre ».

Une voiture avec des yeux et des oreilles. Le concept est inattendu mais tout à fait indispensable dès lors qu'il est question d'une voiture autonome. Et les petites Renault Zoé électriques qui tournent actuellement sur le Technopôle du Madrillet ne passent pas inaperçues, affublées d'antennes et de radars qui sont autant de manières de percevoir un environnement toujours en mouvement.

Véhicule toutes options

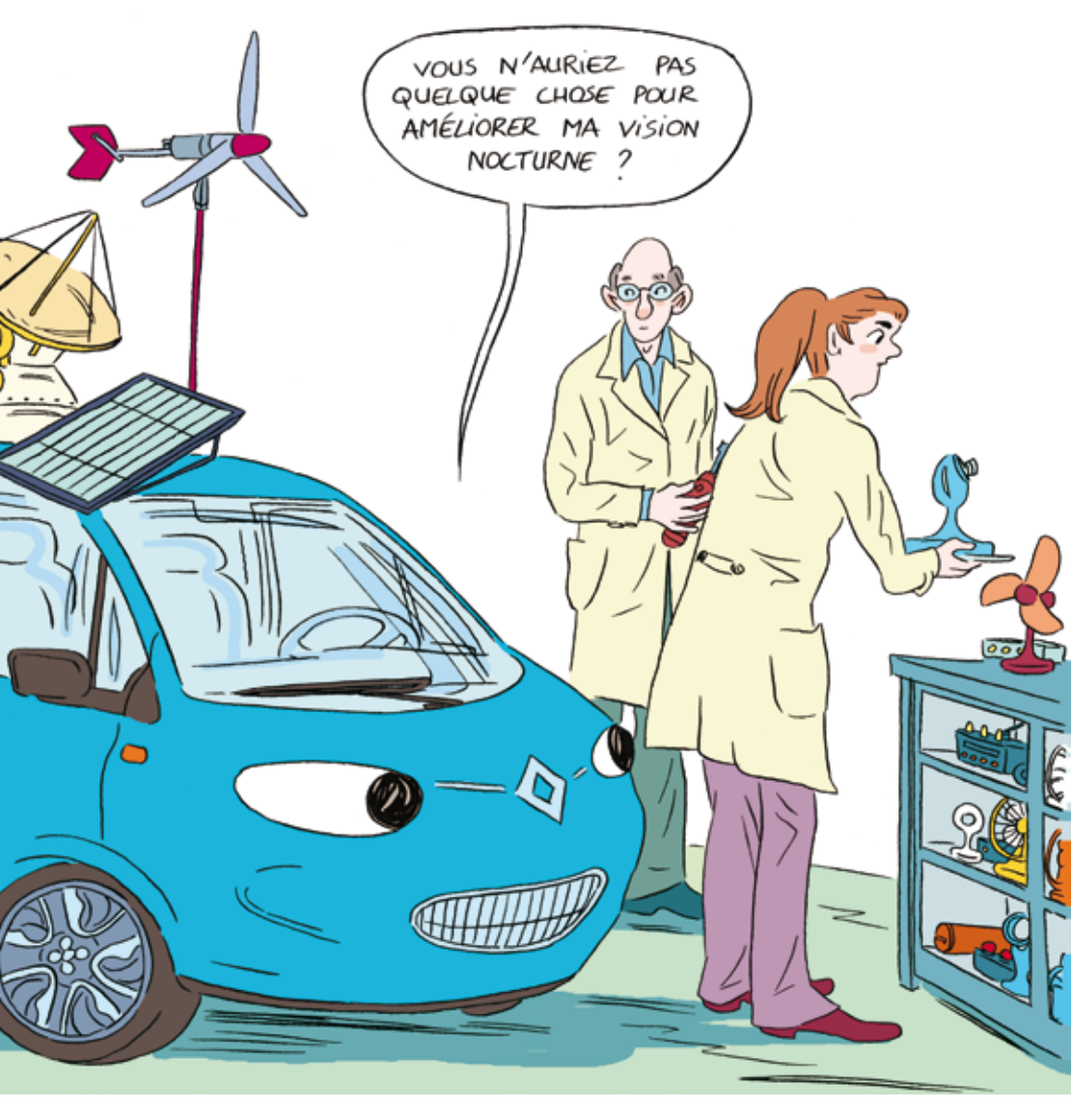
Suréquipées, les quatre voitures autonomes en phase de test disposent de plusieurs caméras et d'un système à ultrasons pour la détection d'obstacles mais aussi de différents types de radars. L'un d'eux, baptisé Liddar, offre une image en 3D et en temps réel de tout ce qui se passe autour du véhicule. Disposé notamment au niveau du pare-chocs du véhicule, ce radar optique est performant y compris les jours de pluie « *mais plus difficilement par temps de brouillard ou si des éclaboussures de boue viennent masquer les capteurs* », reconnaît Xavier Savatier, responsable du pôle de recherche instrumentation, informatique et systèmes à l'École supérieure d'ingénieurs en génie électrique (Esigelec). Alors que les tests se poursuivent, il est encore trop tôt pour dire quels capteurs seront privilégiés sur la version finale du véhicule. « *Nous recherchons aujourd'hui la combinaison optimale*, explique Sébastien Holstein, responsable des grands projets chez Transdev Rouen, opérateur spécialisé dans les transports en commun de demain. *Le GPS embarqué nous permet d'assurer un positionnement du véhicule sur la zone avec une précision d'environ 3 mètres. Grâce aux autres capteurs à bord, on atteint une précision d'environ 3 centimètres* », insiste Sébastien Holstein. La marge de progression est réelle.

Réalité augmentée

Plus discrètes et non moins essentielles, des infrastructures de perception augmentée sont disposées tout au long du parcours pré-établi du véhicule. « *Ces installations se retrouvent à des endroits névralgiques comme des ronds-points. Elles envoient au véhicule des informations qui leur permettent de saisir la complexité du trafic en cours jusqu'à une distance de 100 à 150 mètres. Les infrastructures de perception augmentée perçoivent l'ensemble des éléments mobiles sur la zone, vélos, piétons, ballons égarés, et sont capables de définir leurs trajectoires. Ces installations enregistrent jusqu'aux mouvements des feuilles des arbres* »,

Les coulisses de l'info

C'est la première fois en Europe que des véhicules « à délégation partielle de conduite » circulent en milieu urbain. Et cette expérimentation se fait sur les routes stéphanaises ! Mais des partenaires de ce projet souhaitant réserver leur parole à une date prévue après la sortie de ce numéro, la rédaction n'a pas eu le droit de photographier ces véhicules… D'où ces illustrations d'Agnès Maupré !



explique Sébastien Holstein.
Autrement dit, tout ce que la voiture autonome ne peut percevoir par elle-même lui est transmis par ces infrastructures. « *Autant d'indices qui constituent un facteur essentiel d'aide à la décision* », souligne Simon-Pierre Boyer, élève-ingénieur à l'Esigelec. En bout de piste, des ordinateurs et des algorithmes absorbent et traitent en temps réel toutes ces informations issues de plusieurs sources. « *Les données sont fusionnées pour caler la vitesse, la direction voire l'arrêt du véhicule* », indique Simon-Pierre Boyer.
Dernier maillon de la chaîne, le poste central de commandement (PCC) assure un contrôle visuel depuis les locaux de la TCAR, rue Jeanne-d'Arc, à Rouen. « *Quand le système atteint ses limites et qu'il ne sait plus faire, le véhicule se met à l'arrêt et lance une forme d'appel au secours. C'est alors que les agents du PCC interviennent pour assurer la mise en sécurité des biens et des personnes et débloquer la situation* », précise Sébastien Holstein. La mise à l'épreuve du dispositif en conditions réelles est programmée en septembre 2018. Via une appli à télécharger sur un smartphone, chacun pourra se rendre sur un point d'arrêt du parcours, appeler le véhicule, monter à bord et se laisser conduire mais toujours en présence d'un « safety driver » (lire colonne de droite).

INTELLIGENCE STÉPHANAISE

De la plateforme off-shore à la route

Première européenne, la mise en service d'un véhicule autonome est d'autant plus attachée au territoire de Saint-Étienne-du-Rouvray qu'une partie de la technologie mise en œuvre a été pensée et conçue à l'Esigelec, basée sur le Technopôle du Madrillet. Pour s'en souvenir, il faut remonter au projet Argos organisé par Total en 2014. Objectif : créer un robot capable de surveiller et d'assurer la maintenance de sites pétroliers offshore dans les conditions les plus extrêmes. En 2018, le radar de détection à 360° et en 3D installé sur la Renault Zoé autonome est une version adaptée du robot Viking développé par l'Esigelec et qui lui avait valu de finir au deuxième rang mondial des projets présentés dans le cadre du challenge Argos.

SÉCURITÉ

« Un conducteur à part entière »

Les voitures qui seront mises en service en septembre 2018 sur le plateau du Madrillet seront autonomes certes, mais avec une personne assise face au volant. Ces pilotes se nomment « safety driver », littéralement en français, « conducteur de sécurité » et demeurent responsables de leur véhicule suivant la législation en vigueur en France. Leur mission : être prêt à tout moment à récupérer le véhicule s'il se produit un changement de cap ou quoi que ce soit d'anormal. « *Nous sommes en mesure de reprendre la main soit par une action sur le volant soit par une action sur le frein*, explique Gilles Montfort, « safety driver » engagé dans le programme de recherche et de développement du véhicule autonome sur le site du Madrillet. *Nous disposons aussi de deux boutons d'urgence. Un jaune pour couper le mode autonome, et un rouge pour stopper intégralement le véhicule. Nous restons des conducteurs à part entière, nous n*e sommes pas là pour la décoration. »
Un rôle qui implique une vigilance de chaque instant et des réflexes à la mesure des enjeux de sécurité. « *Nous estimons qu'un changement de safety driver toutes les heures et demie est nécessaire pour maintenir une bonne concentration lors de la mise en service.* » Pleinement impliqués dans le programme, ces « pilotes d'essai » intègrent les moindres changements mis en œuvre par les ingénieurs. Dans les prochaines semaines, il s'agira notamment de gérer le passage à 50 km/h, vitesse réglementaire en agglomération, alors que la vitesse de test est actuellement limitée à 30 km/h.

▲ La voiture autonome entièrement pilotée par l'intelligence artificielle reste un rêve, malgré les progrès enregistrés dans ce domaine. Mais ce rêve est désormais envisageable à plus ou moins long terme…

Des algorithmes sous le capot

Plusieurs véhicules autonomes électriques sont en phase d'expérimentation sur le campus du Madrillet. Entre rêve et technologie de pointe, à quoi sommes-nous en train d'assister ?

En 1883, à une vingtaine de kilomètres de Rouen, des ouvriers étaient témoins d'une expérimentation qui allait bouleverser l'histoire humaine. Une voiture que ne tractaient ni chevaux ni bœufs venait de les doubler sur la route de Fontaine-le-Bourg où se trouvait leur usine textile.
À bord de l'engin, ils avaient pu reconnaître leur patron et leur contremaître, à savoir Édouard Delamare-Deboutteville et Léon Malandin. Les deux hommes testaient la première automobile mue par un moteur à explosion. C'était une première mondiale. Cent trente-cinq ans plus tard, en 2018, à Saint-Étienne-du-Rouvray, les Stéphanais ont pu voir circuler dans les rues du campus du Madrillet des véhicules autonomes électriques. Une première en Europe.
Mais au-delà de ces deux « premières » historiques dont la région de Rouen aura été le berceau, c'est bel et bien de « révolution » dont il faut parler pour la seconde, explique Mathieu Flonneau, historien des mobilités et de l'automobilisme* : « *On est face à une révolution de l'écosystème automobile et les enjeux sont énormes. Cela intervient à un moment où l'on a besoin de réunir respect de l'environnement et dynamisme industriel. Le véhicule autonome est présenté comme la*

solution qui permettra de régénérer le modèle automobile. »

L'intelligence artificielle (IA), dont nous ne sommes qu'aux balbutiements, et les géants du Net qui la développent (Google, Apple, Facebook, Amazon, etc.) sont à l'origine de cette mutation de l'écosystème automobile, et avec eux, ces autres géants économiques que sont les entreprises des télécoms. Car pour faire rouler une voiture autonome, il faut non seulement une bonne dose d'IA mais aussi de la transmission de données.

Fiction ou réalité ?

Bref, de même que la petite route de Fontaine-le-Bourg fut le lieu de naissance en 1883 d'une manière « révolutionnaire » de sillonner le monde, ce qui se passe dans les rues stéphanaises pourrait signer l'acte de naissance d'un nouveau rêve automobile : circuler dans une voiture… pilotée par des algorithmes. Et même si cette dernière reste, pour le moment, « en délégation de conduite partielle », c'est-à-dire avec à son bord un « safety driver », un conducteur en mesure de reprendre la main à tout moment.

« *Est-ce pour autant un changement radical du modèle automobile ? Oui !*, assure Mathieu Flonneau. *Est-il crédible et réaliste ? On peut en douter.* » Car pour l'historien des mobilités, la voiture 100 % autonome et intelligente relève encore de la fiction.

Mais « cette dimension du rêve », poursuit l'historien, reste malgré tout intimement liée à l'automobilisme : le rêve d'une totale liberté de mouvement à la portée de tous. Ce rêve tendrait toutefois à « se contracter », pointe Mathieu Flonneau. Et le véhicule autonome ne serait que le révélateur d'un rêve qui, paradoxalement… ferait un peu moins rêver : « *Ces véhicules roulent sur des sortes de "rails virtuels". Et pour ces raisons légitimes de sécurité, l'universalisme automobile tend ainsi à se contracter. Les espaces de circulation sont réduits. Quant au véhicule, son coût en exclut durablement l'achat par monsieur-tout-le-monde.* »

Ce modèle est d'ailleurs validé par ceux qui auront la charge d'en assurer les risques. « *La généralisation du véhicule autonome dans un maillage urbain ou périurbain hors circuits balisés ne devrait pas se faire dans une perspective proche* », affirme Stéphane Gascoin, secrétaire général adjoint à la Matmut.

S'il doit donc y avoir, un jour, un véhicule autonome qui soit le prolongement du rêve automobile des années 1960-70 (une voiture capable d'emmener chacun où bon lui semble), ce n'est pas celui sur lequel planchent aujourd'hui les compagnies d'assurance. « *Nous sommes sur une évolution lente de délégation partielle progressive de conduite, avec des véhicules qui ne rouleront à court terme de manière autonome que dans certains contextes très spécifiques comme des autoroutes, des voies rapides, et dans certaines conditions météorologiques qui excluent la neige, le verglas, etc.* » « *Nous sommes sur des parcours identifiés, balisés et cartographiés où l'on multiplie au maximum les infrastructures au sol et autres capteurs embarqués pour optimiser la sécurité du véhicule et faire en sorte que l'expérimentation soit positive* », renchérit quant à lui Philippe Maraval, directeur Groupe Matmut.

Autonomie et automatisme…

La notion de risque ne doit en effet pas être exclue, comme en témoigne l'accident mortel causé par un véhicule autonome expérimenté par Uber près de Phoenix (USA), le 19 mars dernier. La technologie utilisée au Madrillet est certes très différente mais elle ne doit pas éluder la réflexion éthique que soulève le fait de confier des vies humaines à une machine dans un environnement complexe. « *Dans ce domaine, il est important de ne pas confondre autonomie et automatisme* », explique Nathalie Nevejans**, maître de conférences en droit privé à l'université de Douai. En effet, si des avions ou des métros peuvent fonctionner sur un mode automatique, ils n'en sont pas pour autant à « se donner eux-mêmes des lois », comme l'entend la racine grecque du mot « autonome ».

Ainsi, pour le moment, aucune machine ne peut encore faire librement des choix comme l'imposerait pourtant une conduite automobile dans l'environnement complexe qu'est la ville. « *Le véhicule autonome de nos rêves n'existe pas, il ne faut pas surestimer la technologie,* résume Nathalie Nevejans, *il nous faudra très longtemps encore pour franchir ce pas.* »

En attendant que les premiers Stéphanais puissent essayer les véhicules à la rentrée (mais avec un « safety driver » à bord), la loi n'aura donc pas besoin de changer de fond en comble pour accueillir ce nouvel usage automobile, indique la maître de conférences : « *La loi permet déjà une délégation partielle de conduite et tant que la technique ne sera pas sûre et au point, elle n'évoluera pas vers une délégation totale.* »

Il faudra donc rajouter encore quelques dizaines d'années, voire davantage, pour que l'invention de Delamare-Debouteville et de Léon Malandin ne devienne réellement autonome… ■

*** Mathieu Flonneau est l'auteur de *Choc de mobilités* (Descartes & Cie, 2016)**
**** Nathalie Nevejans est l'auteur du *Traité de droit et d'éthique de la robotique civile* (LEH édition, 2017)**

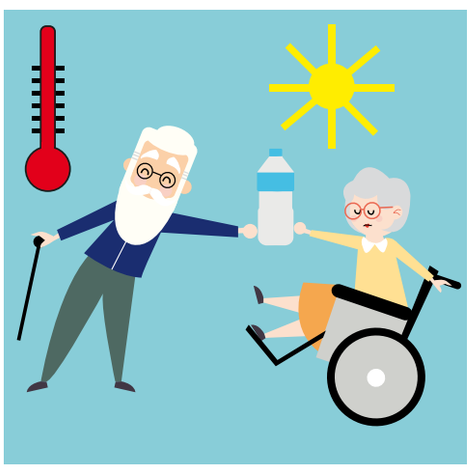
BON À SAVOIR

Une appli contre le mal de dos

L'Assurance maladie a lancé une application pour prendre soin de son dos : Activ'Dos. Cette application, disponible gratuitement pour les smartphones sous iOS ou Android, propose des conseils (posture à adopter au bureau, comment réduire le mal de dos, apprendre à se tenir debout, assis ou couché correctement…), des quiz pour mieux connaître son dos et la lombalgie, ainsi qu'une soixantaine d'exercices.

Plan canicule

En cas de canicule, les personnes isolées sont particulièrement exposées aux risques de déshydratation et d'hyperthermie (augmentation de la température corporelle avec altération de la conscience). Du fait de leur isolement, ces personnes ne sont pas forcément informées des risques qu'elles encourent, aussi, leurs voisins, leurs proches, leurs connaissances peuvent, sans attendre, les aider en les signalant au guichet unique seniors de la Ville. En cas de grosses chaleurs, une équipe de la mairie pourra alors les assister dans le cadre du plan de veille saisonnière, dit « plan canicule ». Ce dispositif a été enclenché, comme chaque année, le 1er juin par la Ville et la préfecture. Il est également possible de signaler les personnes vulnérables, âgées ou non, en retirant un bulletin d'inscription à l'accueil de la mairie, de la maison du citoyen ou de le télécharger sur le site saintetiennedurouvray.fr, rubrique vie quotidienne/personnes âgées.



État civil

MARIAGES

Paul Trochu et Chrystel Besace.

NAISSANCES

Maxime Baret, Timothée Barette, Pharell Boutron, Shéryne Daoudji, Méziane Lecomte, Thayron Rocolat, Akram Salim, Sirine Toraa, Côme Vatré, Hugo Vivier.

DÉCÈS

Roger Carlier, Gérard Thomas, Stéphane Pinçon, Michel Deslandes, Isabel Andrade, Antonina Strozza, Lucien Bellec, Antonietta Carminati, Yvette Malerbe, Édith Sagot, Malik Harel, Colette Burg, Anna Bequet, Andrée Caumont, Francisco Vicente, Marie-Dolorès Vicente, Gabrielle Auvray, Pierre Bourrienne, Thierry Neveu, Denise Turquier, Yves Chopart, Christian Denhaut.

Agenda

ADMINISTRATION

MARDI 19 JUIN

Inscriptions Unicité

Lire p. 7.

JEUDI 28 JUIN

Amélioration de l'habitat

Inhari tient une permanence « amélioration de l'habitat » dans plusieurs communes de la Métropole. Prochaine permanence à l'hôtel de ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, salle des permanences : jeudi 28 juin de 9 h 30 à 11 h 30.

CITOYENNETÉ

JEUDI 28 JUIN

Conseil municipal

Le conseil municipal se réunit à 18 h 30 dans la salle des séances de l'hôtel de ville. La réunion est publique.

SENIORS

MARDI 19 JUIN

Club seniors

Repas estival (en extérieur si le temps le permet)

► De 14 à 16 heures. Bibliothèque Louis-Aragon. Informations auprès de l'Association du centre social de La Houssière au 02 32 91 02 33 ou du service municipal vie sociale des seniors au 02 32 95 93 58.

ANIMATIONS

MERCREDI 20 JUIN

Rendez-vous de l'info

Rencontre « Parentalité : les premiers pas des parents ». Avec le centre médico-social Ambroise-Croizat.

► De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription, informations au 06 83 03 01 50.

MERCREDIS 20 ET 27 JUIN

Repas citoyens

C'est l'occasion de partager un repas entre voisins et d'échanger sur la vie du quartier, mercredi 20 juin de 11 h 30 à 14 heures, parc Eugénie-Cotton, à côté de l'immeuble Calypso et mercredi 27 juin de 11 h 30 à 14 heures devant la loge Logiseine, parc Saint-Just.

► Animation gratuite. Chaque participant est prié d'apporter un plat ou une boisson à partager. Renseignements et inscriptions au 06 83 03 01 50.

VENDREDI 22 JUIN

Repas-concert « Fête de la musique »

► 19 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Réservations auprès de l'Association du centre social de La Houssière au 02 32 91 02 33.

SAMEDI 30 JUIN

Foire à tout

La Confédération nationale du logement 76 organise une foire à tout rue Émile-Khan et place des Nations-Unies, de 8 à 18 heures.

► Tarifs : 3€ le mètre pour les locataires d'Habitat76 (sur présentation d'une quittance de loyer), 4 € le mètre pour les extérieurs. Réservations du 18 au 26 juin de 18 à 19 heures, au bureau CNL, tour Auguste-Delaune, rue Gallouen ou par tél. au 06 61 85 88 64 ou 06 70 60 36 49.

MERCREDI 4 JUILLET

Rendez-vous de l'info

« Prévenir les risques de l'été ».

► De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription, informations au 06 83 03 01 50.

SANTÉ

JEUDI 5 JUILLET

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, jeudi 5 juillet de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social Croizat, 41 rue Ambroise-Croizat.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

SPORT

MARDI 26 JUIN

Bootcamp

Lire p. 2.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 16 JUIN

Veines urbaines

Cette exposition réunit les œuvres des acteurs ou artivistes des arts urbains. Ils sont cette année encore nombreux au rendez-vous venant de Rouen, Toulouse, Rennes, Lyon, Paris et l'île de la Réunion. À l'honneur de cette édition, l'installation réalisée par l'artiste AERO et le collectif La Crémerie.

► Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

JUSQU'AU 16 JUIN

La Coupe du monde de football

L'exposition retrace les temps forts de la Coupe du monde de football des origines à aujourd'hui en partenariat avec la Ligue de football de Normandie et la Fédération française de football.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

JUSQU'AU 6 JUILLET

Trésors d'ateliers

Mêlant sculptures, peintures, arts graphiques, cette exposition riche en couleurs fait la rétrospective du travail d'une année. Les visiteurs déambulent à travers les œuvres des ateliers du centre socioculturel Georges-Déziré et des enfants des Animalins de Pauline-Kergomard, Jules-Ferry et Frédéric-Rossif.

► Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

DU 18 JUIN AU 7 JUILLET

Le Tour de France

L'exposition sillonne les routes du Tour de France, pour une balade sur les traces de la mythique course mettant en lumière les as de la petite reine.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

DU 22 JUIN AU 28 SEPTEMBRE

Architecture d'aujourd'hui

Les membres de l'atelier photo du centre socioculturel Jean-Prévost ont choisi de poser leur regard sur un environnement urbain dans lequel les architectes font preuve d'une imagination et d'une créativité débordantes par le choix de matériaux comme l'acier, le verre, les miroirs, les matériaux composites… Cette architecture contemporaine attire par ses lignes, ses volumes, ses couleurs, ses éclairages.

► Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

MUSIQUE ET DANSE

VENDREDI 22 JUIN

Spectacle de fin d'année du conservatoire

Lire p. 2.

SAMEDI 23 JUIN

Suites de danses et bal Renaissance

Les classes de musiques anciennes du conservatoire invitent le public à plonger dans l'univers des danses de l'époque Baroque et guident ses pas, après ce moment de concert, à l'occasion d'un grand bal Renaissance : un moment unique au son joyeux et festif des flûtes à bec, violes, luth et clavecin du conservatoire.

► 19 heures, espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. Entrée gratuite. Réservations et renseignements au 02 35 02 76 89.

CONCERT

MARDI 26 JUIN

Enfin l'été…

Les mots du poète Tahar Fahloun se sont mis à rêver de mélodies… et comme l'auteur est élève chanteur au conservatoire, ils se sont transformés en chansons. Avec générosité, humour, mais aussi émotions, les mots du poète sont vraiment devenus « musique ». Les élèves du conservatoire les chantent pour accueillir l'été.

► 19 heures, espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. Entrée gratuite. Réservations et renseignements au 02 35 02 76 89.

JEUNE PUBLIC

SAMEDI 23 JUIN

La Tambouille à histoires

Pour bien commencer le week-end, une invitation à venir écouter des histoires soigneusement choisies pour les enfants de 4 à 7 ans. Des images et des mots à savourer en famille !

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

Le 30 mai 2018, 67 % des 27 000 candidats ayant formulé un vœu pour intégrer l'université de Rouen Normandie avaient reçu un « oui ». (Source : université de Rouen Normandie)

PHOTOS : J.-P.S.

PARCOURSUP

C'est par où l'avenir ?

Parcoursup, le nouveau système d'orientation post-bac, prétend miser sur une orientation à échelle humaine. Quel rôle joue réellement cette plateforme quand l'université déborde et que les filières sélectives visent l'excellence ?

Les coulisses de l'info

Existe-t-il une manière simple, efficace et équitable de prendre en charge les bacheliers qui se destinent à des études supérieures ? Un système qui concilie les aspirations légitimes des jeunes avec les places disponibles dans les écoles et les universités. Parcoursup est-il à la hauteur des enjeux d'orientation des lycéens quand 40 % des métiers qui émergeront dans dix ans ne sont pas encore connus.

Depuis janvier 2018, fini le tirage au sort version APB (admission post-bac), ancien système où les élèves hiérarchisaient leurs vœux tandis qu'un algorithme tournait pour attribuer une place à chacun… ou pas. Avec Parcoursup, les étudiants sont évalués sur la base de leurs notes mais ils sont aussi invités à joindre un CV et une lettre de motivation pour passer le cap des filières et des écoles les plus prisées. En apparence, du sur-mesure. Dans les faits, on distingue deux méthodes d'orientation bien distinctes où le dispositif Parcoursup semble peser bien peu dans la balance.

L'université, terre d'asile

Du côté de l'université de Rouen Normandie, huit filières sont présentées comme en tension pour cette rentrée 2018 : Staps, Paces, sciences pour la santé, psychologie, sciences de l'éducation, langues étrangères appliquées, droit et administration économique et sociale. Dans tous les cas, les vœux sont largement supérieurs à la capacité d'accueil. Certes les notes obtenues en première et en terminale sont prises en compte mais il s'agit aussi de « *maintenir une sociologie identique à celle de l'année précédente* », explique Joël Alexandre, président de l'université de Rouen Normandie. Autrement dit, de faire en sorte de ne pas exclure les élèves issus de filières technologiques ou professionnelles. Les dossiers Parcousup n'ont pas été ouverts, les lettres de motivations n'ont pas été lues. Un choix assumé par la direction qui revendique

▲ **La commission régionale d'accès à l'enseignement supérieur (Craes) s'est réunie pour la première fois le 29 mai 2018 pour examiner 118 cas de jeunes n'ayant eu aucune réponse positive à leurs vœux. Le dispositif sera maintenu jusqu'en septembre.**

d'ouvrir l'université au plus grand nombre. « *C'est mon devoir d'améliorer le nombre d'étudiants qui parviendront à décrocher un diplôme de l'enseignement supérieur* », insiste Joël Alexandre. Si l'ambition est noble, elle se confronte néanmoins à une réalité écrasante. Durant ces cinq dernières années, le nombre d'étudiants a augmenté de 225 000 et 62,2 % des bacheliers se sont inscrits à l'université en 2017.

Vision sélective

Autre ambiance, du côté de l'École d'ingénieurs en génie électrique (Esigelec), même si là encore Parcoursup semble jouer un rôle minime. Les cartes sont battues en amont. Pour intégrer cette école, il faut d'abord décrocher un sésame distribué par le Concours Avenir, un dispositif de sélection qui ouvre les portes de sept écoles d'ingénieurs en France. Pour accéder à une journée d'épreuves programmée le 8 mai dernier et dont les résultats ont été transmis à Parcoursup dix jours plus tard, les lycéens étaient évalués à partir d'un dossier mêlant notamment leurs notes de première et de terminale, un éventuel redoublement et la cote nationale de leur lycée de provenance. 8 500 jeunes ont participé à ce concours cette année. Il en coûtait 110 € pour les élèves de terminale S, 50 € pour les Sti2D. Les boursiers étaient exonérés de frais d'inscription. De l'université à l'école d'ingénieurs, on perçoit donc bien deux méthodes, deux ambitions, deux cheminements. Cependant, à chaque fois les bénéfices de Parcoursup paraissent minimes sinon comme ceux d'une moulinette algorithmique destinée à gérer davantage les flux que les individus. La gestion du grand nombre échappe difficilement à des stratégies où l'humain peine à s'exprimer. ■

LYCÉE LE CORBUSIER

La bonne voie

« *Nous voulons que chacun de nos élèves puisse construire son orientation sans la subir,* insiste la proviseure du lycée Le Corbusier, Véronique Hauchard, qui mise depuis plusieurs années sur un accompagnement individualisé. *Dès le deuxième semestre de la première, nous posons la question de la poursuite après le bac.* »

En début de terminale, le débat reprend avec des immersions en entreprise et des rencontres dans les écoles comme l'Insa ou l'Esigelec. « *Cela permet soit de confirmer des intentions, soit de les annuler mais en connaissance de cause.* » Chaque enseignant encadre jusqu'à quatre élèves jusqu'à la confirmation de ses vœux sur la plateforme Parcoursup. À la fin mai 2018, un seul élève était sans solution au lycée Le Corbusier. La vigilance demeurait de rigueur pour les élèves « en attente ».

MANQUE DE RECONNAISSANCE

Complètement désorientés

Parce que Parcoursup scelle une transition importante entre le lycée et l'enseignement supérieur et au-delà le milieu professionnel, il paraîtrait justifié que l'Éducation nationale mise sur un processus d'orientation adapté en amont. « *On a eu les infos par les médias, au compte-gouttes parce qu'on n'est pas intégré au plan étudiant*, témoigne Magali Hoarau, psychologue de l'Éducation nationale, élue Snes (Syndicat national des enseignements du second degré). *Je pense qu'on nous a écartés volontairement de Parcoursup*, insiste-t-elle. *Au niveau national, on n'apparaît nulle part. Au ministère, on ne connaît pas notre métier. Ils pensent qu'on est des distributeurs de brochures et que les profs pourraient aussi bien le faire.* » Un manque de reconnaissance associée à une crainte légitime d'être totalement relégués au second plan. Le projet de loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit en effet dans son article 10 que la compétence orientation passerait dans le giron des régions et que l'État mettrait « *gratuitement à la disposition des régions des agents relevant du ministère de l'Éducation nationale, avec l'accord des intéressés* ». Quid alors de l'avenir des CIO (centres d'information et d'orientation) qui pourraient disparaître en 2019 ? Qui aidera les jeunes à se forger un parcours professionnel ? Une fois de plus, la disparition d'un service public ne devrait pas manquer de faire le bonheur des entreprises privées, prêtes à monnayer leurs conseils. Le plafond de verre social n'est pas près de se fissurer.

Animations

Les couleurs de la fête

Les 2 et 3 juin derniers, les Stéphanais·e·s sont venus nombreux pour profiter des spectacles et des animations programmés dans le cadre de cette 21e édition d'Aire de fête au parc Henri-Barbusse. Une belle manière de préparer l'arrivée de l'été.

Retrouvez le diaporama de Jean-Pierre Sageot sur saintetiennedurouvray.fr